



OIC/ACM/CG-ROHINGYA/SG -2017

DISCOURS
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
SE DR YOUSEF A. AL-OTHAIMEEN
A LA REUNION DU
GROUPE DE CONTACT SUR LES MUSULMANS ROHINGYAS DU MYANMAR
TENUE EN MARGE DE LA
RÉUNION ANNUELLE DE COORDINATION
19 SEPTEMBRE 2017
NEW YORK, ÉTATS-UNIS
NEW YORK, USA

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue aux honorables Chefs d'État et Ministres présents à cette réunion spéciale du Groupe de contact de l'OCI sur la Minorité musulmane Rohingya du Myanmar. Permettez-moi également de saluer les distingués représentants des nations et des organisations internationales qui se sont joints à nous pour cette importante réunion. L'Organisation de la coopération islamique a été à l'avant-garde du mouvement de revendication des droits de la minorité musulmane Rohingya et de la restitution de la citoyenneté aux membres de cette communauté. Nous sommes profondément préoccupés par la situation sur le terrain que le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies est allé jusqu'à qualifier de «nettoyage ethnique».

Le Gouvernement du Myanmar a failli à ses responsabilités dans les actes de violence disproportionnés perpétrés par les forces de l'ordre contre la population civile de l'État de Rakhine. Au lieu de cela, il a asséné que les Rohingyas auraient volontairement mis le feu dans leurs propres maisons et seraient responsables des actes de violence. Permettez-moi de répéter ici et une fois pour toutes que l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ne tolère pas la violence contre l'État ou la menace à sa sécurité et qu'elle respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale du Myanmar. Dans le même temps, l'OCI a rappelé au gouvernement du Myanmar la nécessité pour les forces de l'ordre de s'astreindre à la plus grande retenue vis-à-vis des populations civiles et d'empêcher les groupes extrémistes de droite d'attiser la haine religieuse. Le déni des droits fondamentaux des Rohingyas ne sert qu'à exacerber la situation sur le terrain.

Avec les plus de 370 000 réfugiés Rohingyas qui ont fui au Bangladesh au cours de ces dernières semaines, je me dois de réitérer mon appel à la communauté internationale et en particulier au Conseil de sécurité de l'ONU, pour prendre des mesures concrètes en vue de résoudre la question des Rohingyas. Je demande également au Gouvernement du Myanmar de mettre en œuvre les recommandations de la Commission d'État de Rakhine, présidée par M. Kofi Annan, qui énonce clairement les mesures correctives qui doivent être prises de toute urgence. À cet égard, je demande instamment au Gouvernement du Myanmar de mettre un terme à la campagne de violence et de rétablir les droits fondamentaux des Rohingyas afin qu'ils puissent mener une vie paisible et productive dans leur pays et retrouver leur statut et leurs droits inaliénables à la dignité, la liberté religieuse, la citoyenneté pleine et entière et l'égalité des chances.

Excellences,

Je me dois également de remercier les États Membres qui ont fourni une aide financière et humanitaire aux réfugiés Rohingyas au Bangladesh et encourager tous les autres États Membres à continuer de soutenir ces efforts cruciaux d'assistance humanitaire.

Je crois qu'il est impératif que les États membres explorent tous les moyens disponibles pour mettre un terme aux crises auxquelles font face les Rohingyas. Je suis impatient de discuter avec vous de la façon dont nous pouvons aller de l'avant dans nos efforts pour atténuer les épreuves de la minorité musulmane Rohingya du Myanmar.

Merci de votre attention.
